



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ACCORD CADRE DE TRAVAUX



**Communauté
d'universités
et établissements
de Toulouse**

COMUE de Toulouse

41 allées Jules Guesde

CS 61321

31013 TOULOUSE CEDEX 6

Tél : 05 61 14 80 11

Accord cadre n°2025-005 à 007

Agencement de l'Usine-Ecole Pad'Occ

*Marché à procédure adaptée passé en application de l'article L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 à
R.2123-5 du code de la commande publique*

**Cahier des Clauses Administratives particulières
(C.C.A.P)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. GENERALITES	4
1.1 Objet de l'accord cadre	4
1.2 Procédure de Passation	4
1.3 Maximum de l'accord cadre	4
1.4 Lieu d'exécutions/de livraison	4
1.5 Allotissement	4
1.6 Tranches	4
1.7 Prestation supplémentaire éventuelle	4
1.8 Variantes	4
1.9 Intervenants au marché	4
ARTICLE 2. DUREE ET DELAI	5
2.1 Durée	5
2.2 Délai d'exécution	5
2.3 Calendrier détaillé d'exécution	5
ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 4. EXECUTION DES PRESTATIONS	6
4.1 Remise des documents d'études et plan d'exécution	6
4.2 Livrables	7
4.3 Registre de chantier	7
4.4 Réunions de chantier	8
4.5 Sécurité et hygiène du chantier	8
4.6 Conditions d'accès au chantier	8
ARTICLE 5. MODALITE DE COMMANDE	8
5.1 Bons de commande	8
5.2 Modification d'un bon de commande	9
5.3 Suspension d'un bon de commande	9
5.4 Résiliation d'un bon de commande	9
5.5 Commandes hors BPU	9
5.6 Durée des bons de commande	9
ARTICLE 6. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	10
6.1 Essai et épreuves	10
6.2 Réception	10
ARTICLE 7. REGIME FINANCIER	10
7.1 Monnaie	10
7.2 Taux de TVA	10
7.3 Forme et contenu des prix	11
7.4 Révision	11
ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS	12
8.1 Avance	12
8.2 Acomptes des prix forfaitaires	12
8.3 Approvisionnement	12
8.4 Projets de décompte	12
8.5 Etats d'acomptes mensuels	12
8.6 Décompte général	12
8.7 Présentation des demandes de paiement	12
8.8 Paiement des co-traitant	13
8.9 Intérêts moratoires	13
ARTICLE 9. PENALITES	14

ARTICLE 10. SOUS TRAITANCE	15
ARTICLE 11. RGPD	15
ARTICLE 12. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE	16
12.1 Changement de dénomination sociale du titulaire	16
12.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire	16
12.3 Modifications de la structure d'exercice du titulaire	16
ARTICLE 13. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	16
ARTICLE 14. GARANTIES	17
14.1 GPA	17
14.2 Biennale	17
14.3 Décennale	17
ARTICLE 15. ASSURANCES	17
15.1 Responsabilité civile professionnelle	17
15.2 Assurance responsabilité décennale	18
15.3 Cas particulier des groupements et de la sous traitance	18
15.4 Généralités	18
ARTICLE 16. CONFIDENTIALITE	18
ARTICLE 17. RESILIATION	19
ARTICLE 18. LANGUES	19
ARTICLE 19. DIFFERENDS ET LITIGES	19
ARTICLE 20. DEROGATIONS AU CCAG	20

ARTICLE 1. GENERALITES

1.1 Objet de l'accord cadre

Le présent CCP concerne des marchés de travaux relatifs à l'agencement de l'usine école Pad'Occ.

1.2 Procédure de Passation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles R2123-1 et R 2123-4 du code de la commande publique.

1.3 Maximum de l'accord cadre

Conformément aux articles R2121-8 et R2162-4 du code de la commande publique, l'accord cadre est passé avec un maximum de : 210 000€ HT réparti comme suit :

Lot 1 : 90 000€ HT

Lot 2 : 45 000€ HT

Lot 3 : 75 000€ HT

1.4 Lieu d'exécutions/de livraison

Le présent marché s'exécute en site occupé par des personnels administratifs et des étudiants. Les travaux auront lieu à la MFJA située rue Tarfaya à Toulouse.

1.5 Allotissement

Pour la présente consultation, les besoins sont divisés en lots faisant l'objet de 3 marchés distincts

Lot	Objet	Code CPV
1	Signalétique	45451000-3 Travaux de décoration
2	Menuiserie	45422100-2 ouvrages en bois
3	Equiperment et prestations techniques	45311000-0 Travaux de câblage et d'installations électriques.

1.6 Tranches

Le présent marché ne comprend pas de tranches.

1.7 Prestation supplémentaire éventuelle

Le présent marché ne comprend pas de PSE.

1.8 Variantes

Le présent marché n'autorise pas les variantes

1.9 Intervenants au marché

Les intervenants au marché sont définis ci après :

AMO	Absolute Event
-----	----------------

CSPS	Une consultation de CSPS sera lancée prochainement
Contrôleur technique de la construction	Une consultation de CT sera lancée prochainement

ARTICLE 2. DUREE ET DELAI

2.1 Durée

Le présent accord cadre prendra effet à compter de sa notification et s'achève à la fin de la garantie de parfait achèvement.

Il est conclu pour une durée d'un (1) an avec possibilité de renouvellement trois (3) fois pour une durée d'un (1) an, sans que la durée ne puisse excéder les 4 ans.

La reconduction est tacite. La résiliation devra avoir lieu 2 mois avant la date anniversaire de la notification du marché.

Pour chaque bon de commande, la durée des travaux est estimée à 4 mois, période de préparation comprise (déroge à l'article 28.1 du CCAG travaux).

Il est par ailleurs rappelé que les délais impartis englobent les travaux préparatoires, l'approvisionnement des fournitures, la réalisation des travaux, le repliement des installations de chantier, la remise en état des lieux, la mise en service.. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux et est susceptible de l'application des pénalités correspondantes.

Compte tenu du lieu d'exécution et de la nature des travaux envisagés, en application de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, aucun cas d'intempérie et autres phénomènes naturels n'étant susceptible d'entraver l'exécution des travaux, aucune prolongation du délai d'exécution ne sera accordée à ce titre.

2.2 Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux le marché comprend une période de préparation de 1 mois à compter de l'émission du bon de commande notifié au titulaire.

Le délai global d'exécution des travaux par bon de commande est de 3 mois. Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux la date de démarrage des travaux est la date fixée par le calendrier détaillé d'exécution, sauf prolongation de la période de préparation éventuellement fixée par ordre de service.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble conformément au calendrier d'exécution visé à l'article 2.3 du présent CCAP.

2.3 Calendrier détaillé d'exécution

L'AMO et le CSPS établiront un calendrier d'exécution détaillé en collaboration avec les entreprises titulaires des différents lots.

Par dérogation à l'article 28.2.3 du CCAG Travaux, il n'est pas soumis à approbation du maître de l'ouvrage car établi en concertation avec lui.

Ce planning détaillé sera notifié par ordre de service par l'AMO. Il servira de base à l'exécution du marché et à l'application des pénalités de retard prévues dans le cadre du marché. Le délai d'exécution commence à courir à la date fixée dans le calendrier détaillé d'exécution.

Au cours de la réalisation des travaux, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de réviser ce calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global d'exécution puis de le notifier au titulaire par ordre de service en fonction des aléas constatés.

ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante dont l'exemplaire unique original conservé par la COMUE fait seul foi :

- L'acte d'engagement du lot considéré et ses annexes financières
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le Plan Général de Coordination (PGC) en matière de Sécurité et de Protection de la Santé qui sera communiqué postérieurement à la notification
- Le calendrier détaillé d'exécution validé par les parties
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- Le mémoire technique du titulaire remis à l'appui de son offre
- Les bons de commande émis au fur et à mesure des besoins

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans la documentation du titulaire contraire aux dispositions des pièces du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente et d'intervention du titulaire sont concernées par cette disposition.

Durant toute l'exécution du marché, le titulaire devra se conformer à toutes lois, normes, décrets et textes réglementaires en vigueur régissant l'exercice des activités liées au présent marché.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG mentionné bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

Ordre de préséance : Les pièces contractuelles désignées ci-dessus et qui constituent le marché sont complémentaires et forment un tout. Cependant, en cas de contradiction, elles prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre indiqué ci-dessus.

Toute clause portée dans les tarifs du titulaire, ou documents quelconques, qui serait contraire aux dispositions prévues dans ces pièces sera considérée comme non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

Notification : En application de l'article 3. 1. du CCAG-Travaux, la notification du marché consiste en la remise d'une copie de l'acte d'engagement signé par la COMUE et de ses annexes au titulaire. Cette remise sera opérée via la plateforme de dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr.

Du fait de la notification du marché, les pièces mentionnées au présent article deviennent contractuelles.

ARTICLE 4. EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Remise des documents d'études et plan d'exécution

Les plans, notes et études sont soumis au visa de l'AMO, en temps utile conformément au calendrier détaillé d'exécution.

Le délai de délivrance du visa par l'AMO est fixé à 1 semaine. Le titulaire ne pourra pas commencer l'exécution d'un ouvrage sans avoir reçu de visa favorable des intervenants précités sur l'ensemble des documents nécessaires.

4.2 Livrables

Par dérogation à l'article 40.1 du CCAG travaux, le titulaire devra remettre au format électronique les éléments suivants :

Livrable	Délai	Lot concerné
PV feu	Avant	1,2 et 3
DOE comprenant : les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés, les notices de fonctionnement les prescriptions de maintenance	15j avant les OPR	1,2 et 3
Synoptiques et schémas fonctionnels de l'installation	Au plus tard le jour des OPR	3
Notices d'utilisation des équipements en français	10j maximum après l'installation	1,3
Procédures d'exploitations particulières et de maintenance	15j avant les OPR	3
Fiches simplifiées d'exploitation des solutions proposées	15j avant les OPR	3
BAT		1
Plans d'atelier détaillés précisant les matériaux, finitions, dimensions, l'assemblage, et charge maximale utile	Au plus tard le jour des OPR	2
Note de calcul de poids	Au plus tard le jour des OPR	1, 2 et 3
PV de réunion	10j après la réunion	1,2 et 3
PPSPS		1,2 et 3

4.3 Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, la tenue d'un registre de chantier n'est pas prévue.

4.4 Réunions de chantier

Les réunions de chantier ont lieu une fois par semaine aux jours et heures fixées par l'AMO ou le maître d'ouvrage.

En sus de ces réunions de chantier, des réunions spéciales avec une partie des intervenants peuvent être organisées notamment afin de :

- Effectuer un suivi de production (fabrication, commandes, impression,...)
- Débuter le lancement des travaux

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à l'une de ces réunions à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

Des réunions de chantier peuvent être organisées par la maîtrise d'ouvrage. Le titulaire sera convoqué par tout moyen au minimum 3 jours ouvrés avant la réunion.

4.5 Sécurité et hygiène du chantier

Il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'article 31.4 du CCAG Travaux, le titulaire doit prendre toutes mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) des travailleurs. Il est par ailleurs indiqué que le titulaire devra tenir compte des indications prises par le CSPS.

4.6 Conditions d'accès au chantier

Les travaux sont exécutés en site occupé et soumis à autorisation d'entrée. Le titulaire se verra remettre un badge lui permettant l'accès aux locaux.

En cas de perte du badge le titulaire en informe le maître d'ouvrage dans les meilleurs délais. Le remplacement du badge sera à la charge du titulaire.

ARTICLE 5. MODALITE DE COMMANDE

5.1 Bons de commande

L'accord cadre s'exécute au fur et à mesure par l'émission de bons de commande. Pad'Occ est responsable de l'émission de ses bons de commande et de l'exécution de ces derniers.

Chaque bon de commande devra contenir les informations suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire
- Le numéro de marché
- La date et le numéro du bon de commande
- La nature et la prescription des prestations à réaliser
- Les délais d'exécutions
- Le lieu de livraison
- Le montant du bon de commande
- Le cas échéant il sera précisé si la commande est hors BPU.

Seuls seront acceptés les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande sont envoyés par courriel au titulaire.

Ils sont exécutoires à compter de leur date de notification attestée : soit par l'accusé de réception en cas d'envoi par courriels, soit par courrier recommandé.

Toute prestation exécutée avant la date de notification du bon de commande conclu sur le fondement de l'accord-cadre reste à la charge du titulaire, sans recours possible contre le pouvoir adjudicateur.

5.2 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, la COMUE peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. Elle émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée.

Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de la COMUE, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de la COMUE sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.3 Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, la COMUE peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de la COMUE.

A l'expiration de cette durée, la COMUE peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

5.4 Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, la COMUE peut en interrompre l'exécution. Elle en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à la COMUE, les frais en découlant sont à sa charge de sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.5 Commandes hors BPU

Si les articles à livrer ne sont pas prévus dans le BPU, le titulaire fournira un devis avec le détail de ses prix.

5.6 Durée des bons de commande

Le pouvoir adjudicateur émet des bons de commande pendant toute la durée de validité du marché.

ARTICLE 6. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

6.1 Essai et épreuves

Les essais sont réalisés conformément aux articles 24 et 25 du CCAG Travaux

6.2 Réception

6.2.1 Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés ; elle prend effet à la date de cet achèvement. Elle se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG Travaux, compte tenu des dérogations suivantes.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux le maître d'œuvre peut également se substituer au titulaire pour fixer la date d'achèvement des travaux, s'il considère que ces derniers sont terminés. Les opérations préalables à la réception seront ainsi organisées dans les délais fixés au CCAG Travaux.

Cependant, et par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé de date des opérations préalables, la réception ne sera pas acquise.

En l'absence d'une prolongation du délai d'exécution notifiée par voie d'avenant, la date d'achèvement des travaux doit correspondre à celle du dernier jour du délai d'exécution prévu par le calendrier détaillé d'exécution visé à l'article 2.3 du présent document.

6.2.2 Levée des réserves

A défaut d'une date pour la levée des réserves indiquée dans la décision de réception, les dispositions de l'article 41.5 et 41.7 du CCAG Travaux sont applicables. En cas d'absence des levées des réserves, des pénalités pourront être appliquées.

Les travaux à effectuer en vue de la levée des réserves sont soumis, avant exécution, à l'approbation du maître d'œuvre ainsi que le cas échéant, pour avis au contrôleur technique, sans pour autant que les délais d'exécution soient remis en cause.

Le coût des travaux exécutés aux frais et risques du titulaire défaillant et éventuellement le montant des pénalités de retard peut être prélevé sur les sommes dont le maître d'ouvrage peut être encore redevable au titulaire concerné et une compensation, dans ce cas s'opère de plein droit entre le prix des ouvrages ainsi exécutés et les reliquats dus, le tout sans préjudice de l'application des dispositions relatives à la retenue de garantie.

ARTICLE 7. REGIME FINANCIER

7.1 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro

7.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Auto liquidation : Les dispositions de l'article 283-2 nonies du Code général des impôts relatives au régime d'auto-liquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'appliquent au présent contrat. Ainsi la TVA due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant est acquittée par le donneur d'ordre assujetti à la TVA. Donc, le sous-traitant déclare uniquement le montant hors taxe des prestations exécutées.

Le titulaire du marché doit attester du contrat passé avec son sous-traitant, de la nature et du montant des prestations sous-traitées justifiant l'auto-liquidation au sein de la demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement dudit sous-traitant.

Les demandes de paiement transmises par le titulaire doivent revêtir la mention « auto-liquidation » pour justifier de l'absence de collecte de la TVA par le sous-traitant.

7.3 Forme et contenu des prix

Le marché est un accord-cadre à prix unitaire pour le lot 1 et 3 et un accord cadre composite traité à prix unitaires et forfaitaires pour le lot 2.

Les prix sont révisibles.

Les prix du marché comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à la bonne exécution du marché, notamment à la mise en service du matériel, les frais de déplacement, les frais d'assurance, de conditionnement, d'emballage, de manutention, de stockage et de transport jusqu'au lieu de livraison, d'installation.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution du présent marché.

La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient.

7.4 Révision

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire de notification du marché selon les modalités ci-après :

Il est demandé au titulaire de formuler sa demande 1 mois avant l'échéance, passé ce délai la demande de révision sera rejetée.

Le délai commence à courir à compter de la notification du marché. La demande doit être envoyée au service marché de la COMUE: marche@univ-toulouse.fr.

Lors de la demande de révision, le titulaire indique le mois de l'indice utilisé pour le calcul.

La révision entre en vigueur 1 mois après la notification à la COMUE sans observation de sa part.

La révision se fera selon la formule suivante ;

$$P = P_o \times (0.15 + 0.85 \times I/I_o)$$

Dans laquelle :

P : prix révisé

P_o : prix initial fixé à la date de remise des offres

I : dernière valeur de l'index connue au moment de la demande de révision.

I_o : Index du mois de remise des offres.

La formule de révision a pour but de prendre en compte, en hausse comme en baisse, l'évolution des conditions économiques existantes lors de l'établissement du prix de l'offre.

La révision des prix peut être effectuée à l'initiative de la COMUE. Les prix ainsi révisés sont envoyés au titulaire 1 mois avant le commencement de la nouvelle période.

Index de référence lot 1 :

L'index de référence est l'index BT01 - TCE – Base 2010

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

Index de référence lot 2 :

L'index de référence est l'index BT18a - Menuiserie intérieure en bois

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

Index de référence lot 3 :

L'index de référence est l'index BT47 - Électricité - Base 2010

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur

ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

8.1 Avance

Le versement des avances se fait conformément à l'article R2191-3 du code de la commande publique.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R2191-11.

8.2 Acomptes des prix forfaitaires

Par dérogation aux articles 10.2 le présent marché ne comprend pas d'acomptes.

8.3 Approvisionnement

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG travaux, le présent marché ne comporte pas d'acompte dans les approvisionnements.

8.4 Projets de décompte

Par dérogation à l'article 12.1 du CCAG travaux le présent marché ne comporte pas de projet de décompte.

8.5 Etats d'acomptes mensuels

Par dérogation à l'article 12.2 du CCAG travaux, le présent accord cadre ne comprend pas d'acomptes mensuels

8.6 Décompte général

Par dérogation aux articles 12.3 et 12.4 du CCAG-Travaux le présent accord cadre ne comprend pas de décompte général.

8.7 Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG travaux

Siret de la COMUE : 130 021 322 000 16
Code service exécutant : 9000

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG travaux. Elles sont adressées après « Service fait ».

Les demandes de paiement adressées à la COMUE devront comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom du marché « »,
- le numéro du bon de commande
- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-travaux ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

8.8 Paiement des co-traitant

En cas de groupement conjoint, le règlement s'effectue dans le cadre de l'article 12.5 du CCAG travaux

8.9 Intérêts moratoires

Les sommes dues en exécution du marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret sus-visé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 9. PENALITES

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, le titulaire est soumis aux pénalités suivantes sans mise en demeure préalable.

Il est précisé que toutes les pénalités sont non révisables et cumulatives.

Les pénalités seront applicables, de plein droit, sur les décomptes mensuels et décomptes de fin de chantier sans qu'il soit nécessaire d'adresser à l'entreprise une mise en demeure préalable.

Aussi, par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, aucun seuil d'exonération des pénalités n'est prévu.

Enfin, par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, les pénalités ne sont pas plafonnées.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Dans le cadre du marché les pénalités suivantes sont ainsi applicables

Retard pour non-respect du calendrier détaillé d'exécution	300 € par jour calendaire
Pénalités pour retard de levée de réserves	150 € par jour calendaire
Pénalités pour retard dans la remise du PPSPS, des échantillons	300 € par jour calendaire
Pénalités liées au repliement des installations de chantier, remise en état des lieux et nettoyage du chantier	100€ par jour de retard
Pénalités pour retard dans la remise des dossiers des ouvrages exécutés (DOE)	150€ par jour ouvré de retard
Pénalités pour absence non justifiée aux rendez-vous de chantier, aux réunions où le titulaire est dûment convoqué	100€ par absence ou retard supérieur à 20 minutes
Pénalités pour remise tardive du contrat de sous-traitance (remise postérieure à l'intervention)	100€ par jour de retard

Pénalité pour non déclaration d'un sous-traitant	500 € HT par infraction
Pénalités pour absence de respect des observations du coordonnateur SPS	100 euros (cent) par jour calendaire de retard à compter du signalement au titulaire du non respect constaté
Pénalité(s) en cas de non-respect des dispositions du code du travail sur le travail dissimulé (articles L. 8221-3 à L. 8221-5)	150€ par constat

ARTICLE 10.SOUS TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

Le titulaire et ses sous-traitants devront se conformer aux dispositions relatives à la sous traitante –articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur. Dans l'hypothèse où il n'aurait pas été soumis à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, le sous-traitant ne pourra pas être protégé par les dispositions de la loi du 31 décembre 1975, notamment en matière de paiement direct. A défaut, les prestations supplémentaires effectuées par le sous-traitant ne feront l'objet d'aucun paiement.

Est ainsi inopposable au Pouvoir adjudicateur tout contrat conclu entre le titulaire et un sous-traitant non agréé et toute acceptation d'un sous-traitant intervenant en dehors des conditions précitées.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que, par dérogation aux dispositions de l'article 3.6.1.2 du CCAG Travaux, il incombe au titulaire et non au maître d'ouvrage de notifier aux sous-traitants l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient.

Sous-traitance occulte :

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 41.1 du CCAG/FCS).

En effet, il appartient au titulaire de déclarer spontanément au Pouvoir adjudicateur, ou après observations de ce dernier, un sous-traitant et ses conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ne sauraient résulter de la simple connaissance par le Pouvoir adjudicateur de l'existence du sous-traitant et sont soumis aux dispositions du CCAG applicable.

ARTICLE 11.RGPD

Dans le cadre de ses relations contractuelles, le titulaire s'engage à respecter les dispositions prévues dans le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi que la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 12. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE

12.1 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la COMUE par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais. Il fournit également un RIB mentionnant la nouvelle dénomination sociale.

12.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la COMUE.

Le titulaire doit en informer la COMUE dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion ou l'absorption de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales mentionnées dans les articles R2143-7 à R2143-9 et l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats annexé au code ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner prévues aux dispositions de l'article L2141-1 et à l'article 2141-6 du code ;
- une attestation d'assurance correspondant aux exigences fixées ci-dessous ;
- les justifications de références identiques à celles demandées au titulaire lors de la passation du marché.

La cession du marché acceptée par la COMUE fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

12.3 Modifications de la structure d'exercice du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la COMUE les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à son adresse ou à son siège social
- aux renseignements qu'il a fourni pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de non communication de ces éléments, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

ARTICLE 13. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la COMUE par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

La COMUE adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure

est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'Article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'Article L622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité

ARTICLE 14. GARANTIES

14.1 GPA

Conformément à l'article 44 du CCAG Travaux, la garantie de parfait achèvement d'un (1) an à compter de la réception des travaux s'applique, sous réserve d'une décision de prolongation de la présente garantie dans les conditions fixées par l'article 44.1 du CCAG Travaux.

14.2 Biennale

Les éléments d'équipement de l'ouvrage n'entrant pas dans le champ de la garantie décennale font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une durée minimale de deux (2) ans à compter de sa réception au sens de l'article 1792.3 du Code civil.

Le délai de la garantie de bon fonctionnement s'applique aux équipements qualifiés de dissociables des ouvrages de viabilité, fondation, d'ossature, de clos et de couvert.

14.3 Décennale

La garantie décennale concerne les éléments non dissociables de l'ouvrage, qui compromettent la solidité de l'ouvrage et/ou le rendent impropre à sa destination pour une période de 10 ans à compter de la réception des travaux.

ARTICLE 15. ASSURANCES

15.1 Responsabilité civile professionnelle

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG travaux, le titulaire (contractant unique ou chaque cotraitant en cas de groupement) doit être couvert avant la notification par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de la réalisation des prestations qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées.

L'attestation d'assurance devra comporter la description exacte des activités garanties (y compris pour les travaux donnés en sous-traitance).

Le titulaire ainsi que les co-traitants ou sous-traitants désignés dans le marché devront souscrire un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers, y compris le maître d'ouvrage, du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objets du présent marché.

- L'attestation devra préciser : La liste exacte des activités pour lesquelles l' titulaire est garanti,
- La période de validité,
- La nature des garanties,
- Les capitaux garantis en tenant compte du montant minimum indiqué ci-dessous,

- Les éventuelles franchises,
- Les éventuelles conditions suspensives ou de validité des garanties.

15.2 Assurance responsabilité décennale

Le titulaire doit fournir au maître d'ouvrage, une attestation émanant d'une compagnie d'assurance justifiant la souscription de la responsabilité décennale

La police d'assurance couvre, pour l'ensemble des ouvrages, les conséquences pécuniaires des dommages matériels et immatériels de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens des articles 1792 et 2270 du Code civil pendant les périodes de garantie définies par les articles 1792 et 2270 précités.

Le candidat retenu sera tenu de produire à la demande du maître de l'ouvrage une attestation d'assurance dont la période de validité couvrira la date d'ouverture de chantier.

Les polices souscrites par le titulaire devront être gérées en capitalisation.

Les franchises sont à la charge du titulaire.

L'attestation d'assurance désignera précisément le chantier concerné, son montant ainsi que la liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti sera précisée dans son attestation.

15.3 Cas particulier des groupements et de la sous traitance

Si le titulaire est un groupement, le mandataire devra fournir au maître d'ouvrage une attestation pour chacun des membres qui composent le groupement, justifiant la souscription des polices spécifiques à leur domaine d'intervention respectif précisé dans l'acte d'engagement.

Le titulaire est tenu de se faire justifier par ses sous-traitants agréés éventuels qu'ils ont eux-mêmes souscrit des polices d'assurances comportant les mêmes garanties que celles qui lui sont demandées pour les prestations qu'ils réalisent.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

La non production des attestations d'assurance des membres du groupement ou des sous-traitants est un obstacle à la conclusion des marchés.

15.4 Généralités

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le titulaire mettant en oeuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner sa résiliation.

ARTICLE 16. CONFIDENTIALITE

Les données contenues dans les documents fournis par le maître d'ouvrage ou ses partenaires sont strictement confidentiels. En conséquence, le titulaire du marché s'engage à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiées, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations, avec l'accord écrit préalable de la personne publique ;

- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traitées pendant l'exécution du marché ;
- A limiter la divulgation des informations strictement nécessaires aux seules personnes qu'il aura chargées de l'exécution de la prestation ;
- A recueillir l'engagement écrit des personnes chargées de la prestation, de respecter le secret professionnel.
- En fin de marché, à procéder à la destruction de tout fichier manuel ou informatisé stockant les informations saisies. Le maître d'ouvrage peut procéder, à tout moment, à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations de discrétion du titulaire. Tous les documents sur support papier et informatique restent la propriété de la personne publique.

En cas de non-respect de ces obligations, la responsabilité du titulaire peut être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du code pénal.

ARTICLE 17. RESILIATION

Il est fait application de l'article 50 et suivants du CCAG Travaux avec les précisions suivantes :

Dans le cas où la résiliation pour faute serait prononcée aux frais et risques du titulaire défaillant, les excédents de dépenses seront à la charge du titulaire et prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Si le nouveau marché entraîne au contraire une diminution des dépenses, le bénéfice en résultant est entièrement acquis au maître d'ouvrage.

ARTICLE 18. LANGUES

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 19. DIFFERENDS ET LITIGES

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles D2197-15 à 2197-17 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est Bordeaux.

Le présent marché est régi par le droit français.

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE CEDEX 07

Tél : 05.62.73.57.57

Télécopie : 05.62.73.57.40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE 20.DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-travaux, expliquées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

Articles du CCAP dérogeant au CCAG	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
2.1	28.1
2.2	28.1
2.2	18.1.1
2.3	28.2.3
3	4.1
4.2	40.1
4.3	28.5
6.2.1	41.1
6.2.1	41.1.3
8.2	10.2
8.3	10.4
8.4	12.1
8.5	12.2
8.6	12.3
8.6	12.4
9	19.2.4
9	19.2.1
9	19.2.2
10	3.6.1.2
15.1	8.1.3